

L'anthropologie du travail au 21e siècle

Robert Cabanes

Volume 24, Number 1, 2000

Terrains d'avenir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015637ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015637ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Cabanes, R. (2000). L'anthropologie du travail au 21e siècle. *Anthropologie et Sociétés*, 24(1), 79–94. <https://doi.org/10.7202/015637ar>

Article abstract

ABSTRACT

An Anthropology of Labour into the 21st Century

This paper deals with some fundamental aspects of the evolution of labour within the context of globalization. It argues that the new individualistic paradigm of "implication" is transformed and reinterpreted by the workers in a quite different manner. Furthermore, it emphasizes that the link between the massive entrance of women on the labour market and the emergence of the domestic group in the cities of developing countries substantially transforms the paternalistic social relation which has been the basis of all societies, including the social capitalistic relationship. Finally, it describes the endeavour of civil societies to build up a "social label" within production, and the action of innovative social movements internal or external to trade-unionism, that introduces, in various ways, a concept of "societal efficiency" conflictive with the strategy of the finance capital.

Key words : Cabanes, labour culture, globalization, individualism, paternalism

L'ANTHROPOLOGIE DU TRAVAIL AU 21^e SIÈCLE

Robert Cabanes



Les vingt dernières années du 20^e siècle ont été régressives pour les travailleurs, les droits des travailleurs, les droits de l'homme, de la femme et de l'enfant, où que ce soit dans le monde. Cette régression apparaît inéluctable et durable. Dans la compétition néo-libérale, en chaque nation, se sauve qui peut ; les laissés-pour-compte se retrouveront au chômage, dans les multiples situations de précarité ou dans l'économie sociale pour replâtrer, mal payés, les dégâts de la flexibilité et du chômage. Dans le scénario actuel, les États du centre tentent en général de maintenir quelque peu leur rôle de « Providence » ; ceux de la périphérie en ont rarement les moyens, et la débrouille y règne en maître. Par ailleurs, les pays récemment industrialisés rentrent peu à peu dans l'échange mondialisé non sans subir auparavant quelques « crises de croissance », que les pays développés ne programment même pas — car le système les dépasse parfois — mais qui contribuent à entretenir leur avance. Ce scénario d'une linéarité toute simple paraît trop mécanique ou banal pour être vrai ; les choses s'annoncent en effet de manière plus complexe.

La réduction du travailleur à une fonction d'objet ou de moyen de travail est le produit, conscient ou inconscient, du schéma taylorien. Certes la sociologie et l'anthropologie observent le travailleur comme un sujet du travail, mais on peut aussi traiter du « monde du travail » en l'an 2000 sans sortir des lieux du travail et de la représentation professionnelle, sans sortir non plus des pays et des lieux du capitalisme avancé (Erbes-Seguin 1998 ; Kergoat *et al.* 1998). Cet « oubli » conduit à ne pas questionner deux paradigmes du capitalisme : l'assimilation ou la réduction du travailleur à sa fonction travail, d'une part ; d'autre part et implicitement, la croyance en un modèle du capitalisme avancé, négocié et contesté certes, mais appelé tôt ou tard à se diffuser sur toute la planète.

Trois observations, chacune séparément, puis associées, semblent indiquer que les formes actuelles de l'évolution capitaliste ne vont pas de soi, justement parce que les conceptions et pratiques du travail ont évolué. Ces observations relèvent d'une approche anthropologique du travail et des travailleurs et pourraient introduire un programme de recherche d'actualité. La première constate la promotion par le capitalisme d'une culture individualiste du travail, souvent associée à la professionnalité, qui trouve appui sur le vieux rêve ouvrier du travail artisanal. Cette promotion est, à notre avis, contrée de deux manières : par les faits que développe le capitalisme lui-même, en particulier la flexibilité-précarité de marché ; par les réactions et actions des travailleurs qui développent d'autres

formes d'individualisme social que celle qui leur est proposée. La seconde observation est celle du lien entre l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et les processus de construction du groupe domestique sur la plupart des continents. Le groupe domestique se constitue là où il n'existait pas encore (Amérique latine, Asie, Afrique) et il devient plus interactif et égalitaire là où il existait déjà (les sociétés occidentales). Cette construction et cette « démocratisation » peuvent se produire simultanément, nous en prendrons les exemples au Brésil, et l'on peut faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'une nouvelle donne mondiale des sociétés civiles qui, en modifiant les rapports sociaux paternalistes au fondement de la plupart des sociétés, modifie du même coup les rapports sociaux capitalistes définissant le travail. La troisième observation est celle des nouvelles formes collectives de lutte qui apparaissent, encore partielles ou embryonnaires, mais qui portent en elles des changements importants, éventuellement subversifs, dans la relation capital-travail.

Un point commun de ces trois observations est le problème qu'elles soulèvent : l'évolution du capitalisme dans sa relation avec son environnement sociétal, dans ses aspects spécifiques déjà mondialisés ou en voie de mondialisation — et qu'on le prenne à l'échelle de l'individu, du groupe domestique ou de l'action sociale, bien sûr diversifiée, au Nord ou au Sud. La tâche d'une anthropologie qui voudrait rendre compte de l'évolution du capitalisme contemporain ne peut plus se limiter, dans le cadre de la mondialisation, à une anthropologie classique du travail ; elle doit s'élargir à une anthropologie des travailleurs, retrouvant d'une certaine manière, mais dans un tout autre contexte, l'inspiration théorique de l'anthropologie économique des années 1960 et 1970 qui considérait que l'économie n'avait pas de loi en elle-même, qu'elle n'était que le fruit de sociétés (Meillassoux 1975).

Pour chacune de ces trois observations, on fera référence, à des degrés variables, à deux types de données : les enquêtes que nous avons personnellement effectuées au Brésil, les analyses extraites de la littérature anthropologique ou sociologique mais aussi des sciences de la gestion, de l'ergonomie, de la psychodynamique du travail. Car les faits que nous allons relever nous demandent de nous appuyer sur une conception large de l'acte de travailler, à la fois « transformation du monde, objectivation de l'intelligence, production de la subjectivité » (Dejours 1998), qui constitue un niveau d'action et de réflexion universel capable de produire une pensée du monde ou de l'œuvre de civilisation.

Les éléments sur lesquels nous nous appuyons renvoient en premier lieu à des travaux de terrain menés à São Paulo de 1984 à 1994. L'enquête a d'abord concerné 5 entreprises, très différentes du point de vue de la taille et de la technologie, qui ont fourni un échantillon varié des segmentations du marché du travail et des modes de gestion des entreprises. En effectuant cette sociologie et cette anthropologie du travail classiques, nous avons perçu qu'il était impossible, dans l'entreprise, de parler vraiment d'autre chose que du travail, et que par ailleurs toute parole sur le travail était largement déterminée par les stratégies ou les tactiques en cours dans cette entreprise. Ce nécessaire élargissement de l'espace et du temps a alors concerné 33 groupes domestiques représentant la variété des

qualifications du marché du travail, du manœuvre au superviseur, homme ou femme. L'enquête de type biographique mais centrée sur le travail, concernait le mari et l'épouse, vus séparément la plupart du temps, à 5 ou 6 reprises, chaque fois pendant plusieurs heures d'affilée. Elle a concerné la période comprise entre 1986 et 1994 et a donc couvert la rupture libérale de 1990, avec la croissance simultanée du chômage et de l'inflation.

Sans doute l'enquête biographique « domestique » n'est-elle pas exempte de certains biais : elle parle de situations sans les observer directement. L'observation est réduite à ce que les gens « sont devenus » ou aux transformations intervenues entre le premier et le dernier entretien. Mais l'observation au long cours est riche d'avantages que l'observation directe ne permet pas : la réflexion sur le long terme, la sélection des faits qui comptent, l'interprétation d'un parcours basé sur plusieurs étapes identifiées et un aboutissement. Chacun ne peut « reconstruire » ou réinterpréter son parcours autant qu'il veut, car il est « tenu » par un résultat final, et si l'enquêteur prend soin de faire décrire toutes les étapes intermédiaires le plus concrètement possible, on percevra assez clairement des logiques dans les enchaînements de situations. Les ouvriers ou en général les travailleurs en situation dominée n'ont guère la possibilité, ni le désir semble-t-il, de jouer avec leur vie comme les professionnels du roman et de l'autobiographie, que ce soit pour se raconter des histoires, comme on dit, ou pour en raconter à leur interlocuteur. À chacun, il apparaît que tous les jeux de récit possibles sont de peu de poids par rapport à l'issue finale, jamais fabuleuse, qu'il leur est absolument impossible de cacher ou de se cacher.

C'est ce qui nous est apparu progressivement au cours d'une longue fréquentation. Nous n'avons pas rencontré de récits préfabriqués — récits d'écrasement liés à la permanence de la domination ou récits de *self made man* surmontant ou contournant tous les obstacles —, mais des récits nuancés analysant le rapport à soi-même que le milieu social oblige à construire. Sans doute aussi avons-nous évité les personnes qui pouvaient être portées à ce type de récit lorsque nous avons peu à peu, pour des questions de temps, réduit notre échantillon de 60 à 33. Par ailleurs, les avantages que l'on retire d'une anthropologie ou d'une sociologie non segmentées par spécialité (le travail, la famille, l'action sociale) sont évidents, plus particulièrement lorsque nous faisons l'hypothèse, comme ici, que l'unité domestique et la vie sociale au sens large ont une influence de plus en plus marquée sur la vie de travail.

Au travail, le paradigme de l'individu isolé ?

Que le modèle taylorien « se perfectionne », ou s'assouplisse, avec l'introduction de « l'implication », l'important est que le capitalisme découvre son imperfection, et mette son dépassement au centre de la compétition. Certes, l'anthropologie n'avait pas attendu cette découverte des entreprises pour s'intéresser au travailleur dans son épaisseur et sa durée, car il lui fallait évaluer les stratégies de ce dernier. L'entreprise, elle, ne s'intéresse à la « longue durée », toute relative, du travailleur, comme à son implication dans le présent, que pour ses stratégies immédiates. Mais justement, ce besoin de connaissance dont elle fait

maintenant état, ne revient-il pas, au fond, à reconnaître, au moins partiellement, que le travailleur a toujours été porté par un désir personnel de travail ? Que toute l'histoire de l'industrie jusqu'ici a été celle de cette rétention ou de cet étouffement, plus ou moins aigus selon les époques, les lieux ou les catégories de travailleurs ? Comment s'opère donc cette nouvelle rencontre « sous influence » et quels sont les moyens de l'anthropologie de l'observer ? De quels lieux émergent les stratégies de travail des salariés ? Comment les définissent-ils et quelles chances ont-ils de les imposer, puisque ce nouvel espace de reconnaissance par l'entreprise, qui se traduit entre autres choses par une diminution de l'encadrement et l'accroissement des responsabilités fonctionnelles, est prédéfini comme espace individuel ou de petits groupes souvent éphémères ?

Individu et non plus serveur d'une machine, impliqué et détaylorisé, polyvalent et non plus réduit à une tâche, le « nouvel homme » salarié (composé à 49 % de femmes et à 60 % d'activités de service), est censé correspondre, au-delà des exigences ordinaires de l'organisation du travail, au citoyen moyen d'une démocratie moyenne. Selon les nouvelles organisations du travail, il est censé travailler comme il vote, seul, en son âme et conscience.

Il est seul face à un travail en principe plus diversifié par « l'enrichissement des tâches » (mais le taylorisme progresse dans les services), ou face à un travail de petit groupe de coopération qui « vend » fréquemment ses services au groupe voisin dans la même entreprise. Mais le travail individuel y est en général aussi méticuleusement évalué. Plus souvent, la sous-traitance en cascade place chaque individu devant une double injonction personnelle (Gollac et Wolkoff 1996) : produire, vendre, et ainsi se vendre. Seul, surtout sur le marché du travail et sur la longue durée où il doit suivre à la trace sa propre carrière et surveiller ses propres indices d'employabilité. Seul enfin lorsqu'il est licencié, puisque les réponses collectives ne sont guère durables. Ce modèle de l'individu solitaire, comme la foule (Riesman 1964), qui était d'abord un modèle de consommation (Goldthorpe 1972), deviendrait maintenant un modèle de production. Alors que l'on croyait l'ouvrier définitivement englobé par la masse, voici qu'il réémerge, mais plus fragile encore dans le rapport de domination créé par le capitalisme.

Certes, il ne s'agit peut-être que d'une nouvelle crise et d'une nouvelle étape dans le rapport des individus à des identités collectives qui marquera de nouvelles avancées de civilisation (Elias 1991). Mais les deux aspects sur lesquels des réponses doivent être apportées sont les suivants : est-ce que le rapport que les individus désirent entretenir avec leur travail trouve mieux à se satisfaire dans les nouveaux paradigmes proposés ? L'analyse des organisations du travail est-elle si bien faite et est-ce bien de ces individus isolés et compétitifs qu'elles ont besoin ? Ou bien y a-t-il maldonne dans l'analyse et l'élaboration des modèles de gestion ? Est-ce qu'existe toujours cet écart entre travail prescrit et travail réel où les individus développent des qualités d'ordre individuel ou collectif volontairement ou involontairement ignorées des modèles de gestion ?

L'appel à un nouvel individualisme dans le travail nous semble rencontrer d'anciennes aspirations étouffées chez les travailleurs pour lesquels la notion de travail renvoie essentiellement à celle du travail artisanal, ou pour le moins à des

aspirations de justice et de dignité qui définissent, en même temps qu'elles l'encadrent et le débordent, le fait de travailler. Certes, ce thème a été étudié aux débuts de l'industrialisation, sous le registre d'une perte, mais il a été largement abandonné depuis devant la « force des choses ». Or, il suffit de faire quelques enquêtes approfondies auprès de travailleurs pour s'apercevoir qu'il est toujours récurrent. Dans les enquêtes biographiques effectuées au Brésil, on s'aperçoit que ces conceptions du travail ressurgissent de diverses manières, réactualisées, en différentes formes d'action, et qu'elles parviennent toujours, plus ou moins, à s'exprimer, fût-ce hors du travail. On peut les examiner en fonction des cinq modes d'action que l'on a repérés dans les itinéraires biographiques, et poser la question de leur correspondance avec le nouvel individualisme industriel¹.

Les militants syndicaux ont pour première tâche de négocier l'échange du travail contre de l'argent, mais pour cela ils valorisent peu le travail spécifique concret. Au contraire, ils pensent créer leur force en défendant le travail sous son aspect le plus générique (en faisant masse) et en y associant les forces politiques ; n'importe lesquelles pour les plus opportunistes, certaines seulement pour ceux qui manifestent des exigences éthiques. À cet aspect s'associe la notion de carrière syndicale et politique. Il est clair qu'un militant ne peut rester à vie salarié, car cette situation est trop pénible pour ceux qui, par la militance, prennent pied dans un autre univers, celui de la représentation politique, où le travail ouvrier se présente de manière encore plus globale, massive ou indéterminée. Cependant, il existe une opposition à cette manière de voir « officielle », au sein même des militants, et parmi les épouses des militants.

À travers le mouvement des « commissions de fabrique » (Rodrigues 1990 ; Da Costa 1994), les premiers revendiquent une place ouvrière stabilisée dans l'organisation du travail, dans sa gestion quotidienne et sa durée. Ce mouvement minoritaire, mais persistant et durable, tente à l'heure actuelle de s'insérer dans les formes participatives mises en œuvre par les entreprises, mais ces dernières s'en défendent.

Les épouses des militants, qu'elles aient ou non une activité syndicale, sont traditionnellement exclues et critiques du système de représentation politique ; elles se retrouvent assez facilement autour des thèmes de la défense du travail individuel concret et de la coopération de travail entre pairs. Celles qui ne travaillent pas (ou ne sont pas rémunérées pour cela) ont une vision critique plus globale et moins précise, mais tout aussi pertinente du système de représentation politique ; critique qui se reporte sur leurs maris dans la mesure où ils ne font pas le lien entre le domestique et le politique.

C'est l'inverse pour les couples militants locaux ou « de proximité ». Homme et femme, chacun de son côté ou ensemble, construisent leurs représentations et développent leurs pratiques de travail comme un champ d'investissement, une

1. La description des modes de l'action ouvrière au Brésil, plus précisément à São Paulo, construits à partir des analyses biographiques, fera l'objet d'un livre, à publier en 2000 : *Voyage à l'intérieur de la classe ouvrière brésilienne*.

réalisation, voire une œuvre de la personne. Cette construction se fait soit à partir de leur expérience de travail, soit à partir d'une expérience d'action sociale locale, soit à partir d'une interaction entre ces deux domaines ; le travail en tant qu'accomplissement de soi devient référent universel. Cette pratique concerne donc, simultanément ou pas, les domaines du travail et du hors-travail ; elle parvient à se mettre en acte toujours au niveau local, parfois au niveau du travail, et elle constitue l'axe fondamental des formes d'insertion et d'action sociales.

Dans les couples relativement marginaux par rapport au travail salarié industriel, le mode d'appréhension du travail ressort d'une expérience plus large, travail « formel » et travail « informel » associés. Non-militants, ou militants aléatoires de causes diverses, nulle conception du travail comme une « œuvre » de long terme ne structure leur action. Mais une sensibilité extrême s'exprime face aux situations de domination dans le travail, qui révèle des aspirations de justice ou d'équité dans l'exercice du travail. C'est donc une conception du travail qui accorde une place centrale à la relation, prise dans l'instant ou la courte durée de conjonctures fréquemment renouvelées. Par ailleurs, la contestation de ces situations de domination est beaucoup plus ferme lorsque la stabilité des couples permet de mieux supporter les aléas du marché du travail ; elle est présente, mais moins explicite, lorsque l'instabilité des couples et des individus les place trop fréquemment en position de demandeurs de travail.

Dans les visions du travail de ceux qui ne prétendent à d'autre visée sociale que celle de l'équilibre et de la reproduction de leur groupe domestique, il n'y a pas d'indifférence par rapport au travail. D'abord parce qu'il est la source de l'existence du groupe domestique : de ce fait, son exercice est fondateur d'un respect de soi en tant que personne-ressource du groupe domestique (homme ou femme) qui cherche à se préserver dans toutes les situations de travail. Cette attitude se renforce en outre dans le travail lorsqu'est mis en œuvre un fonctionnement plus égalitaire ou plus interactif dans le groupe domestique. Ce n'est que dans le cas d'un repli frileux ou agressif sur l'univers domestique, dans une perspective de substitution de ce dernier à l'univers social, que se délégitime toute pensée du politique, du social et du travail.

C'est bien un tel comportement qu'adoptent ceux qui disent s'exclure délibérément de toute vie sociale parce qu'ils jugent vaine toute action sur elle, soit du fait de leur propre manque de qualification, soit du fait du peu d'intérêt que la société suscite en eux, ce qui les incite à l'instrumentaliser, ou à s'en servir de manière strictement utilitaire, soit pour ces deux raisons à la fois. Mais ces tactiques ou ces stratégies d'inaction ne sont devenues possibles que par une sorte d'inexistence de la vie domestique, une sorte d'anéantissement du relationnel privé qui isole chaque membre face à la vie sociale et au monde du travail. Ce n'est qu'en ce cas que disparaît toute valeur accordée au travail, que le fait de travailler n'est qu'un exercice instrumental et contingent, que la vie privée se réduit à elle-même et se prive d'impact sur la vie sociale.

Le modèle d'individu que produit l'évolution du capitalisme n'est pas exactement le même que celui qui se profile à la base de la dynamique sociale dans une culture comme celle du Brésil, ou bien en d'autres cultures urbaines diffé-

rentes comme en Afrique (Marie 1997 ; Le Pape 1997). La distance est grande qui sépare cet individu libre et dynamique — mais isolé et totalement disponible et manipulable par d'autres — de l'individu de la solidarité collective, ou de celui de l'œuvre, de la justice, ou du respect de soi. La rencontre du premier de ces modèles continuant à se faire avec les autres dans des situations de domination, il paraît évident que les seconds continueront à être dominés. Mais il est clair aussi que les besoins techniques du capitalisme en individus compétents entrent en contradiction avec ses stratégies sociales et politiques et qu'il lui faudra les gérer.

Deuxième série de questions : est-il bien sûr que les organisations réelles du travail se calquent sur ces positions individualisantes, ou bien n'est-ce que l'effet de cette technologie invisible (Berry 1983) de gestion incapable de prendre en compte le travail collectif, parce qu'elle ne sait pas (ou ne veut pas) le conceptualiser ? Bien que nous sortions ici de notre champ de compétences, il faut faire état d'analyses d'organisations du travail qui considèrent de plus en plus la compétence collective comme le facteur principal de rendement des organisations technologiquement avancées. Pour ces analyses, toute production peut être considérée comme un flux en voie d'automatisation et de perfectionnement dont les hommes sont les opérateurs.

Au fur et à mesure de cette mise en fluidité collective dans un nombre de branches industrielles toujours plus élevé, on observe une sorte d'exacerbation de la gestion taylorienne qui tente de contrôler à l'échelle individuelle toutes les nouvelles organisations du travail (Zarifian 1994, 1996, 1997 ; Ginsbourger 1998) et plus particulièrement les services. Sont en jeu de nouvelles formes de rapports de l'individu au collectif, voire de nouvelles identités collectives au travail ; et très certainement des formes plus intelligentes et plus justes d'investissement individuel.

Il nous semble qu'un même fait social s'impose en chacune d'elles, celui de la constitution du groupe domestique lié à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, et qu'il construit, en chacune d'elles, des situations comparables.

Émergence du groupe domestique et entrée massive des femmes sur le marché du travail

Ce phénomène nous semble avoir été bien étudié sous l'angle de l'insertion inégalitaire des femmes sur le marché du travail, du moins dans les sociétés occidentales. Il paraît d'abord déterminé par l'évolution du capitalisme et de ses besoins propres ; sous un autre angle, qui n'est cependant pas indépendant du premier, c'est d'abord le fruit d'une dynamique sociale globale, présente avec des intensités diverses dans la plupart des pays du monde et relativement autonome dans sa démarche et ses moyens par rapport à un déterminisme d'origine économique. Ce n'est que par la suite que cette dynamique sociale s'insère dans le domaine du travail et le tissu économique du capitalisme. La dynamique des rapports sociaux de sexe, introduite par l'action et la réflexion féministe d'abord, a été analysée dans les domaines politique et social et dans les situations de travail ;

elle est par ailleurs étudiée au niveau domestique mais de manière plutôt séparée, sans analyser son interaction avec l'univers de travail, alors que cette interaction paraît riche de développements futurs. Car les mécanismes de transformations qui se font jour dans les groupes domestiques concernent des sociétés fort diversifiées, traitent du même objet, l'interaction et l'égalité des sexes, et ils ne peuvent pas être sans conséquence sur les conceptions et les pratiques du travail. C'est cette insertion massive et rapide des femmes sur le marché du travail, jointe à la modification des rapports de sexe dans la société civile urbaine, qui contribue à la constitution de « nouvelles frontières de l'inégalité » (Maruani 1998), phénomène avéré pour l'Europe du Nord et du Sud, et en voie de réalisation en Amérique latine, peut-être en Asie, voire en Afrique.

Le phénomène de l'émergence du groupe domestique en milieu urbain paraît porteur de transformations sociales lourdes. En extrapolant quelque peu à partir de la situation brésilienne, on peut faire l'hypothèse que le gigantesque mouvement d'urbanisation qui affecte l'ensemble des pays en voie de développement conduit à l'émergence du groupe domestique comme unité sociale de base. Parce que les parents sont restés à la terre, parce que frères et sœurs sont dispersés dans des métropoles immenses, parce que l'accès à la consommation est un facteur d'individualisation aussi (en ce qui concerne le milieu ouvrier stabilisé), parce que la recomposition des solidarités familiales ou locales est toujours aléatoire, et que c'est de toute façon le groupe domestique qui en est le décideur ou l'articulateur principal. On déplore même cette destructuration sociale qui se traduit souvent par le phénomène des « enfants de la rue ». C'est d'ailleurs un phénomène éminemment profond et durable de toutes les sociétés urbaines des grandes villes des pays en développement.

Ce n'est pas de cette marginalité, statistiquement importante et qui se manifeste par la désorganisation complète de toute structure familiale, que nous parlons ici, mais de groupes domestiques relativement bien insérés sur le marché du travail et jouissant d'une certaine stabilité. Ce réaménagement social issu de communautés sociales ou familiales plus larges voit en général le système patriarcal s'effondrer puisqu'il n'est plus garanti à grande échelle. Certes, les habitudes ne se perdent pas si facilement et la femme reste encore pour un temps assignée à ses tâches traditionnelles dans le contexte urbain nouveau, mais qu'en est-il de celles qui accèdent au marché du travail, et qu'en est-il surtout des filles de la deuxième génération nées en ville ? Les enquêtes effectuées à São Paulo dans les groupes domestiques ouvriers permettent de repérer deux modalités fortes de leur fonctionnement interne : un souci de l'alliance plus marqué que celui de la filiation, un souci d'interaction à l'intérieur du groupe domestique qui prend le caractère fort d'une coopération devant la difficulté. On verra ces deux phénomènes fonctionner conjointement comme contestation du patriarcat et, loin de se limiter à la sphère domestique, se diffuser sur l'ensemble social, et plus particulièrement dans le travail où les femmes entrent en masse.

Alliance plus que filiation. Ce phénomène semble s'inscrire comme un moment durable et original, donc un système, entre deux types de systèmes sociaux : d'une part, des systèmes sociaux traditionnels décrits par les ethnologues comme les

systèmes lignagers, systèmes qui semblent les plus courants ; d'autre part, des systèmes familiaux modernes, occidentaux peut-être, où la concentration qui s'effectue sur la filiation, sans la référence précédente à l'ancestralité et à l'alliance, a le sens d'une mobilisation corporatiste pour l'insertion des enfants sur le marché du travail (Godard 1992). Quand, entre ces deux formes de filiation, n'appartenant ni à l'une ni à l'autre, prédomine la notion d'alliance, quand s'établit une coupure avec le caractère directif ou sacré de la filiation ancestrale, et que les préoccupations centrées sur la descendance ne sont pas devenues exclusives, la priorité stratégique est celle du moment et de la durée du couple. Du même coup, la notion d'interaction interne au couple prend un éclairage nouveau et une importance nouvelle.

C'est ce phénomène qui apparaît dans les groupes domestiques ouvriers de São Paulo, et que l'on ne peut pas observer, par exemple, dans les milieux du sous-prolétariat, car la dureté de la crise y conduit à l'aggravation des phénomènes classiques de violence à l'intérieur du groupe domestique ou dans les rapports entre le groupe domestique et son environnement. Si cette stabilité existe, même en période de crise, dans les groupes domestiques ouvriers, cela prouverait que s'opère un renforcement de la société civile, principalement à travers le groupe domestique. La question intéressante est alors de savoir si, à partir de cette relative indépendance, on peut observer en retour une influence de la sphère domestique sur la sphère de travail. On peut penser que oui pour deux séries de raisons, théoriques et empiriques.

Raisons théoriques : le patriarcat dans sa formule la plus générale, celle du paternalisme, qui englobe le niveau domestique et le niveau politique, est largement antérieur au capitalisme et lui a fourni, dès la fin du 18^e siècle, la matrice de domination sur laquelle il a construit un mode spécifique d'exploitation. Alors, si la référence patriarcale de la société civile est remise en question dans son fondement anthropologique puisque se construit peu à peu l'égalité des sexes, comment ne pas imaginer que cette remise en question aura des répercussions profondes au niveau économique (l'exercice du travail) ou politique (le fonctionnement des nations). Au niveau du travail, du fait de la dynamique propre du capitalisme, le contexte durable du néo-libéralisme approfondit les mécanismes d'exploitation par des déréglementations successives qui conduisent à l'essor du paternalisme : l'échange de la protection contre la dépendance. De manière générale, ceux qui le subissent, homme ou femme, ne l'acceptent pas de gaieté de cœur et c'est par la menace du chômage qu'il s'impose. Mais peut-il s'imposer de manière durable ? La réponse à cette question est difficile. Il est certain que l'on ne peut contester l'existence d'une souffrance cachée décrite par Dejours (1998) comme une régression sociale durable. Mais si l'on ne peut nier cette régression imposée par le capitalisme au monde du travail dans toutes les nations du monde, encore faut-il connaître les mécanismes de ce consentement à la domination. Ils peuvent être à la fois explicables parce que les menaces sont bien réelles, et inexplicables parce que le fondement de l'ensemble du mode d'exploitation actuel repose sur une croyance en la nécessité de cette forme de domination dont personne n'est tout à fait dupe. En attendant, l'image de l'unique voie de développement, ou de la pensée

unique, qui s'impose à l'heure actuelle sur la planète, rend difficile toute opposition directe, et n'autoriserait ou ne tolérerait que des résistances passives, détournées, provisoires. Mais on en trouve aussi d'actives et de collectives (voir ci-dessous). Ce qui est certain, et que l'on peut observer à un niveau individuel, privé ou domestique, c'est que le manque ou la faiblesse d'action sociale ne signifie pas une résignation privée.

Raisons empiriques : rares sont les groupes domestiques dont nous avons recueilli les biographies au Brésil qui n'ont pas leur mot à dire ou une attitude critique face à l'évolution actuelle du travail. Il peut paraître étonnant que la sphère domestique s'affiche avec une force déterminante, alors que les représentations sociologiques la pensent plutôt déterminée par les niveaux macro, économique ou politique. Mais les faits et les opinions sont là : les épouses de militants contestent le « travail » de leurs hommes du fait de leur absence dans les responsabilités domestiques ; les militants locaux mettent au premier plan de leurs stratégies sociales un équilibre entre rapports sociaux publics et rapports sociaux privés, entre vie de travail, vie domestique et vie de loisir. Les « marginaux » contestent dans le travail formel les rapports de domination qu'ils ont déjà évacués dans le travail informel et les plus contestataires se retrouvent chez les couples les plus solides. Les personnes qui mettent au premier plan la vie domestique le font par une contestation tacite, et parfois explicite, des rapports sociaux de la vie publique politique ou économique. Enfin, si ceux qui se sont confinés dans des tactiques d'inaction sont les seuls à ne rien contester, c'est justement parce qu'ils n'ont pas construit la vie privée qu'ils auraient pu construire. Contre-exemple expressif : sans vie privée pas de vie publique, ou du moins pas de poids sur la vie publique. Il paraît donc de plus en plus évident actuellement que « de la famille on peut voir le travail » (Tripiier 1997) et que ce pourrait être une découverte du siècle à venir. À ne pas confondre avec l'exercice domestique du travail ou le travail à domicile comme l'annoncent les prophètes de la « fin du travail ». Resterait à examiner les formes du passage de la résistance domestique à l'action collective. Retenons pour l'instant que le processus de développement du capitalisme, qui crée d'un côté les postes stables de qualifiés ou de professionnels et de l'autre le travail précaire et la marginalité, se trouve en quelque sorte dépassé par le mouvement de l'égalisation des sexes dans la sphère privée qui recouvre ces deux catégories, et qui conteste immédiatement et symboliquement le sort réservé aux travailleurs précaires. Phénomène, rappelons-le, qui ne concerne pas les situations d'extrême marginalité, plus anciennes et plus massives dans les pays en voie de développement, où le groupe domestique ne parvient pas à se stabiliser.

Les nouvelles résistances collectives dans la perspective de la mondialisation

Une dernière question, d'ordre plus général, a trait à la difficulté ou à la lenteur des réactions aux transformations pilotées par la dynamique capitaliste. Savoir dans quelle mesure les personnes rusent avec la domination ou s'accommodent de leur soumission n'est pas facile. Connaître les mécanismes et les seuils qui rendent compte des passages d'une souffrance pathogène à une souffrance

créatrice, comme tentent de le faire les psychodynamiciens du travail, ne l'est pas non plus. Peut-on soutenir que le travail reste encore le cadre structurant qui assure les possibilités de ce passage ? On peut observer trois niveaux de résistance collective, l'un à l'échelle mondiale ou internationale, l'autre à un niveau que l'on pourrait appeler sociétal où l'action mobilise des ressources qui ne sont pas seulement issues du travail mais de la position sociale des travailleurs dans la société ; le troisième se rapporte à des positions agies et discutées dans le mouvement social et syndical qui manifestent des reprises d'initiative sur les thèmes de la valeur et de l'évaluation du travail collectif, de la nécessaire dimension sociétale de toute entreprise économique, et enfin de l'évaluation par rapport à la gestion de l'environnement.

Rappelons d'abord à quel point est ancien et soutenu l'effort syndical qui vise à prendre en charge le processus de mondialisation à travers les centrales syndicales mondiales ou les organisations syndicales régionales, les syndicats professionnels internationaux, les conseils mondiaux d'entreprises multinationales. Mais cet effort a d'énormes difficultés à dépasser un cadre d'action national, plus particulièrement dans les vieux pays industriels, semble-t-il (Caire 1998). En se mettant cependant au diapason des institutions internationales, qu'il stimule parfois, et des mouvements de l'opinion publique mondiale, qu'il lui arrive de susciter, il promeut ou accompagne le progrès social, toujours à la suite de longues procédures où il s'agit de convaincre d'abord, de se mettre d'accord sur des méthodes d'élaboration des mesures envisagées ensuite, pour enfin édicter de simples conseils et recommandations, plus rarement des normes.

Mais ces luttes fournissent peu d'indications ou de pistes qui permettraient de reconceptualiser le travail d'une manière qui lui trouve une signification nouvelle, une valeur de projet ou de civilisation face à une accumulation du capital obnubilée par sa propre dynamique de pouvoir et qui ne consent à s'amender que sous pression. Outre le mouvement des « commissions de fabrique » que nous avons signalé au Brésil (Rodrigues 1990 ; Da Costa 1994) qui tente de s'insérer, avec difficulté, dans les nouvelles organisations des entreprises, nous pourrions prendre trois exemples qui fournissent de telles pistes où une reconceptualisation du travail s'affiche comme projet civilisateur à partir de ressources puisées dans l'ensemble de la société civile, et pas seulement dans les situations de travail : le mouvement de lutte nommé coordination des infirmières en 1992, la lutte des chômeurs en 1997 et 1998, les divers mouvements d'extension des domaines d'intervention et d'action syndicale. Le fait que ces exemples soient choisis en France ne relève d'aucun choix scientifique ou politique ; c'est seulement ceux qui ont donné lieu à une littérature abondante.

Le mouvement de coordination des infirmières en France en 1988-1989 (Kergoat *et al.* 1992) a montré, au milieu d'une conjoncture très défavorable, l'intérêt d'une action qui place les revendications professionnelles classiques dans le cadre plus large d'une conception sociale de santé qui envisage l'amont et l'aval de l'intervention professionnelle. Ce contenu nouveau, inespéré dans une conjoncture d'emploi difficile où les travailleurs ont plutôt tendance à un repli corporatif, se fait au cours d'un processus propre au milieu infirmier qui se révèle dans

le déroulement de l'action. Une sorte de symbiose s'effectue entre trois types de figures infirmières, jusqu'ici proches mais séparées, la « salariale », la « professionnelle », la « charitable », qui synthétise les qualités de chacune d'elles et évacue leurs défauts. La revendication strictement professionnelle se structure sur l'association permanente entre le perfectionnement constant de la qualité technique des soins, le désir de rester proche des patients et la reconnaissance salariale et sociale du métier ; elle s'accompagne du souci de connaître l'environnement du patient au moment de son entrée, ainsi que les conditions sociales de sa sortie pour s'assurer de la bonne suite des soins prodigués à l'hôpital. Ce souci hors profession renvoie, selon les auteurs, à une insertion sociale spécifique, celle des femmes dans les rapports sociaux de sexe (la profession est à 90 % féminine) sur qui retombent souvent, dans la vie hors travail, le soin des malades et les lacunes du système de santé. Une définition ainsi extensive du travail, hors profession et pour un segment social défini, a pour but d'en conserver la qualité, de le faire avec plaisir. Cette volonté de regarder à l'extérieur du travail pour définir et qualifier le sien propre, l'inclure dans l'ensemble social pour lui donner un sens, est le premier élément nouveau porté par ce mouvement.

Le second élément nouveau est que cette démarche ne semble pouvoir se faire qu'à l'extérieur d'un espace syndical traditionnellement délimité, parce que cet espace est trop et mal politisé pour des revendications qui s'avèrent à la fois globales et unitaires et qui sont fondamentalement hostiles aux tactiques de court terme ; aussi parce que l'espace syndical fonctionne de manière trop traditionnellement hiérarchique dans les prises de décisions et qu'en outre les femmes y sont habituellement dans des positions au mieux secondaires. Et si une nouvelle figure sociale, un nouveau type de travailleur se donne à voir dans ce type d'action, totalement différent de l'élément syndical de base du début du siècle (l'ouvrier mâle métallurgiste et qualifié), il ne peut s'agir simplement, comme on l'a suggéré, du renouveau corporatiste d'une catégorie professionnelle, puisque le souci concerne, au-delà de la corporation, l'ensemble des femmes, et par conséquent la société dans son ensemble.

Mais ce qui se constitue ainsi dans la chaleur d'une action, et d'une action de longue durée, prend du temps à se construire ensuite en de nouvelles structures ou encore à transformer les vieilles structures syndicales. Il semble bien cependant que l'une des voies de transformation du mode d'accumulation du capital à l'avenir soit bien celle qui reconceptualise le travail effectué dans une chaîne productive quelconque et qui le replace dans l'ensemble du champ économique et social. L'anthropologie a déjà affiché, comme postulat théorique, particulièrement à partir de sociétés en voie de développement, que l'étude du travail ne pouvait se limiter à l'étude de la seule matérialité présente sur le lieu de travail et des seuls rapports sociaux de travail, mais qu'elle devait y intégrer l'étude de la position sociale et de l'action sociale des travailleurs hors du travail. Elle ne pouvait prévoir alors que de cette interaction pouvaient surgir de nouvelles pistes de reconceptualisation du travail, au premier chef dans les pays développés. C'est cependant ce qui est en train de se passer.

D'autres réflexions et expériences ont trait au renouvellement des revendications prises en charge par les organisations de représentation collective des travailleurs. On pourrait distinguer trois formes de renouvellement. Une première concerne le contenu du travail. Elle s'appuie sur le fait que les nouvelles organisations du travail sont de plus en plus intégrées et donc collectives, et qu'elles entrent en contradiction avec des modes de gestion et de management qui se rigidifient sur l'individu (Zarifian 1994, 1996, 1997). L'examen de ces nouvelles organisations fait ressortir que les travailleurs s'investissent individuellement dans leur travail, comme il le leur est demandé, mais qu'ils désirent que l'investissement de leur coordination collective soit socialement reconnu. En s'organisant dans ce but, l'enjeu est bien de faire reconnaître de nouvelles analyses non seulement de l'organisation mais de la réalisation du travail, d'ajouter à la prise en compte du travail prescrit celle du travail réel. Cette revendication est d'ailleurs confortée par les analyses les plus fines des recherches en ergonomie, en gestion et en management, recherches qui montrent que le perfectionnement des outils de gestion ne peut s'effectuer sans l'apport décisif de l'expérience et de l'intelligence, individuelle et collective, des hommes de terrain (Moisdon 1997).

Un second type d'approche concerne la position du travailleur par rapport à celle du citoyen. À la différence de l'approche managériale qui tente de réduire la position de l'individu au travail à celle d'une citoyenneté formelle de l'isoloir où toute expression ne peut qu'être individualisée, l'approche que l'on pourrait appeler citoyenne, tente, dans une nation ou une société donnée, mais dans une perspective universaliste, de faire pénétrer les droits politiques dans le domaine de l'activité économique. Elle considère que la gestion globale de l'entreprise et du capitalisme, et pas seulement la seule gestion du travail, ne peut rester l'affaire des seuls entrepreneurs, mais doit devenir celle de tous les acteurs, entreprises, syndicats et organes tiers de consultation externes chargés d'apprécier conflits et coopérations entre syndicats et entreprises. Elle propose la notion d'« efficacité sociétale » portée par cet ensemble d'acteurs, pour remplacer la notion d'efficacité financière, construite sur le seul critère du capital (Lojkine 1996, 1998); et pour cela, propose l'analyse des conséquences indirectes, des « externalités », d'une activité donnée pour l'apprécier selon des critères de bien-être social.

Ces deux approches se situent au niveau de chaque nation, faisant l'hypothèse implicite que les mêmes processus se développeront en chacune d'elles. Un troisième type d'approche part d'une conception globale de l'ensemble de la planète. Considérant que jusqu'ici la stratégie humaine dominante a été de transformer et maîtriser la nature, elle veut lui substituer une stratégie fondée sur une gestion de long terme et de minimisation des risques. Ces nouveaux intérêts, par définition globaux, obligent nécessairement à reconsidérer les « lois » du marché pour en faire de nouvelles. Ils se constituent dans un esprit d'aménagement ou d'opposition à la gestion actuelle du capital, et tentent d'investir fortement le domaine politique pour substituer à une politique d'intérêts privés et de marché une politique d'intérêt général qui prenne en considération jusqu'au dernier village indigène de la planète (Lipietz 1996).

Ces réflexions ne sont pas spéculatives ; elles s'appuient sur des actions en cours qui montrent la nécessité d'un élargissement des perspectives de l'analyse anthropologique du travail. Cet élargissement qu'imposent les faits rencontre une perspective opposée, celle de l'accumulation du capital parmi les travailleurs eux-mêmes. L'idée de confier aux travailleurs des actions (on peut supposer cependant que seuls les professionnels y accéderaient, pas les chômeurs ni les précaires) revient à envelopper la valeur-travail dans celle du capital. Il n'est pas inutile de rappeler que la mise en valeur du capital, que ce dernier soit « ouvrier » ou « capitaliste », dépend toujours de la mise en œuvre d'un travail. Cette mise en œuvre peut être effectuée dans la seule logique de l'intérêt du capital. L'ouvrier participerait alors, en tant que capitaliste, de sa propre réduction à l'état de travailleur, mais il deviendrait en même temps « riche » de la possession de ses capitaux, dans la perspective continuée d'une concurrence-guerre de tous contre tous, entre entreprises, entre nations, entre blocs de commerce et d'échange régionaux. Ou bien cette mise en œuvre peut s'effectuer dans différents processus de reconnaissance du travail, dont nous venons d'évoquer certains aspects, au Nord comme au Sud.

Références

- AGUITTON C., 1998, « Le mouvement des chômeurs en France », *Les Temps Modernes*, 53, 600 : 132-145.
- BAZIN L., 1998, *Entreprise, Politique, Parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L'Harmattan.
- BERRY M., 1983, *Une technologie invisible ? L'impact des instruments de gestion sur l'évolution des systèmes humains*. Paris, Centre de recherche en gestion, École polytechnique.
- BURAWOY L., 1979, *Manufacturing Consent. Changes in the Labor Process under Monopoly Capitalism*. Chicago, Chicago University Press.
- CABANES R. et B. LAUTIER (dir.), 1996, *Profils d'entreprises au Sud. Les politiques de gestion face aux cultures et aux statuts*. Paris, Karthala.
- CABANES R., J. COPANS et M. SELIM (dir.), 1995, *Salariés et entreprises dans les pays du Sud. Contribution à une anthropologie du travail*. Paris, Karthala.
- CABANES R., J. COPANS, A. MORICE et A. TOULLIER, 1997, « Travail : dans les laboratoires de l'exploitation », *Le Monde Diplomatique*, 514, janvier : 18-21.
- CAIRE G., 1998, « Mondialisation et relations professionnelles », *Syndicalisme et société*, I-1, septembre : 15-50.
- DA COSTA H., 1994, *Em busca da memoria. Comissão de fabrica, partido e sindicato no pos-guerra*. São Paulo, Scritta.
- DEJOURS C., 1998, « Travailler n'est pas déroger », *Travailler, Revue Internationale de Psychopathologie et Psychodynamique du travail*, 1, 1 : 5-12.
- , 1998, *Souffrance en France*. Paris, Seuil.
- DETHYRE R. et H. AMBLARD, 1998, *Chômeurs, la révolte ira loin*. Paris, La Dispute.
- ELIAS N., 1991, *La société des individus*. Paris, Fayard.
- ERBES-SEGUIN S., 1998, *La sociologie du travail*. Paris, La Découverte.

- GINSBOURGER F., 1998, *La gestion contre l'entreprise*. Paris, La Découverte.
- GODARD F., 1992, *La famille, affaire de générations*. Paris, Presses Universitaires de France.
- GOLDTHORPE J., 1972, *L'ouvrier de l'abondance*. Paris, Seuil.
- GOLLAC M. et S. WOLKOFF, 1996, « Citius, altius, fortius, l'intensification du travail », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 114, 96 : 54-67.
- HOAREAU C., 1998, « Marseille 97-98 », *Les temps modernes*, 53, 600 : 43-56.
- HYMAN R., 1998, « Les relations industrielles en Europe : crise ou reconstruction », *Syndicalisme et société*, I, 1, septembre : 129-147.
- KERGOAT D., F. IMBERT, H. LE DOARE et D. SENOTIER, 1992, *Les infirmières et leur coordination*. Paris, Lamarre.
- KERGOAT D., J. BOUTET, H. JACOT et D. LINHART (dir.), 1998, *Le monde du travail*. Paris, La Découverte.
- LE PAPE M., 1997, *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique, 1930-1995*. Paris, Karthala.
- LIPIETZ A., 1996, « L'écologie politique et l'avenir du marxisme » : 181-196, in *Congrès Marx International, Cent ans de marxisme, Bilan critique et perspectives*. Paris, Presses Universitaires de France.
- LOJKINE J., 1996, *Le tabou de la gestion*. Paris, Presses Universitaires de France.
- , 1998, *Entreprise et société*. Paris, Presses Universitaires de France.
- MARIE A. (dir.), 1997, *L'Afrique des individus. Itinéraires de citoyens dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala.
- MARUANI M. (dir.), 1998, *Les nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail*. Paris, MAGE-La Découverte.
- MEILLASSOUX C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, François Maspero.
- MOISDON J. C. (dir.), 1997, *Du mode d'existence des outils de gestion*. Paris, Seli Arslan.
- RIESMAN D., 1964, *La foule solitaire*. Paris, Arthaud.
- RODRIGUES I. J., 1990, *Comissão de fábrica e trabalhadores na indústria*. São Paulo, Cortez-Fase.
- SALMON J. P., 1998, *Un désir de société*. Paris, La Découverte.
- TOPALOV C., 1994, *Naissance du chômeur 1880-1910*. Paris, Albin Michel.
- TRUPIER P., 1997, « Homme, travail, femme et famille, quatre mouvements pour un quatuor ; sociologie du travail et sociologie de la famille », *Sociétés contemporaines*, 25, janvier : 11-24.
- ZARIFIAN P., 1994, *Le travail et l'événement*. Paris, L'Harmattan.
- , 1996, *Travail et communication*. Paris, Presses Universitaires de France.
- , 1997, *Éloge de la civilité*. Paris, L'Harmattan.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

L'anthropologie du travail au 21^e siècle

Cet article se propose d'examiner quelques traits fondamentaux de l'évolution du travail dans le contexte de la mondialisation pour souligner, paradoxalement, une tendance au renforcement de l'emprise des sociétés civiles sur le travail. Il défend la thèse que le paradigme individualiste de l'implication est réinterprété par les travailleurs sous une forme très différente, saisissable dans la durée biographique. En second lieu, il souligne le lien entre l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et l'émergence du groupe domestique dans les villes, ce qui modifie substantiellement le rapport paternaliste au fondement des sociétés et, à travers lui, le rapport social capitaliste. Enfin, il montre que les efforts des sociétés civiles concernant la mise en place d'un *label social* de production, ainsi que l'action de certains mouvements sociaux innovants internes ou externes au syndicalisme introduisent une conception de « l'efficacité sociétale », observable à différentes échelles, qui s'inscrit en contradiction avec la stratégie du capital financier.

Mots clés : Cabanes, culture du travail, mondialisation, individualisme, paternalisme

An Anthropology of Labour into the 21st Century

This paper deals with some fundamental aspects of the evolution of labour within the context of globalization. It argues that the new individualistic paradigm of « implication » is transformed and reinterpreted by the workers in a quite different manner. Furthermore, it emphasizes that the link between the massive entrance of women on the labour market and the emergence of the domestic group in the cities of developing countries substantially transforms the paternalistic social relation which has been the basis of all societies, including the social capitalistic relationship. Finally, it describes the endeavour of civil societies to build up a « social label » within production, and the action of innovative social movements internal or external to trade-unionism, that introduces, in various ways, a concept of « societal efficiency » conflictive with the strategy of the finance capital.

Key words : Cabanes, labour culture, globalization, individualism, paternalism

Robert Cabanes
Institut de recherche sur le développement
27, rue de Turenne
75004 Paris
France
robert.cabanes@wanadoo.fr